

1st General Assembly
International Organization for
Marine Aids to Navigation



18-21 February 2025
Singapore

I-Consideration of reports and proposals received from member States, the Council or the Secretary-General

I.2.2– Resolution on the Headquarters Agreement

Resolution GA01-08

Adopted on ###.###.####
Agenda item I

Confirmation of the Headquarters Agreement between the Organization and the French Republic
(effective immediately)

THE ASSEMBLY,

RECALLING that International Governmental Organizations sign “Headquarters Agreements” with their host nation including all the rights and obligations of the Organization and its staff within the territory of the host nation;

MINDFUL OF the provision of Article 7.7 (m) of the Convention which requires the General Assembly to approve agreements with States;

APPROVES to establish a Headquarters Agreement between the Organization and the French Republic as set out in the Annex to this resolution.



Annex

ACCORD

ENTRE

**L'ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES AIDES A LA
NAVIGATION MARITIME**

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

RELATIF AU SIEGE DE L'ORGANISATION



L'ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES AIDES A LA NAVIGATION MARITIME (ci-après « l'Organisation ») ET LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE (ci-après « le Gouvernement ») ;

CONSIDERANT la Convention de l'Organisation Internationale pour les Aides à la Navigation Maritime ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article 1.3 de la Convention de l'Organisation Internationale pour les Aides à la Navigation Maritime, le siège de l'Organisation Internationale pour les Aides à la Navigation Maritime est situé en France ;

DÉSIRANT définir les privilèges et les immunités dont l'Organisation et son personnel bénéficient sur le territoire français ;

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 Personnalité juridique

Le Gouvernement reconnaît la personnalité juridique de l'Organisation sur le territoire de la République française, et sa capacité, notamment :

- a) de contracter ;
- b) d'acquérir ou aliéner des biens immobiliers et mobiliers ;
- c) d'ester en justice.

ARTICLE 2 Inviolabilité des locaux de l'Organisation

- 1) Les locaux de l'Organisation sont inviolables. Les autorités françaises ne peuvent y pénétrer pour y exercer leurs fonctions qu'avec le consentement de l'Organisation ou à sa demande, et dans les conditions acceptées par celle-ci. Toutefois, un tel consentement peut être présumé acquis en cas d'incendie ou de toute autre situation d'urgence réclamant des mesures de protection immédiates ;
- 2) L'Organisation ne permet pas que ses bureaux servent de refuge à une personne poursuivie à la suite d'un crime ou d'un délit flagrant, ou faisant l'objet d'un mandat de justice, d'une condamnation pénale ou d'un arrêté d'expulsion émanant des autorités françaises ;
- 3) Le Gouvernement prend toutes les mesures appropriées afin de maintenir et de rétablir l'ordre et la sécurité aux abords immédiats des locaux de l'Organisation.

ARTICLE 3 Inviolabilité des documents et archives

Les archives de l'Organisation et, d'une manière générale, tous les documents lui appartenant ou détenus par elle sous quelque forme que ce soit, sont inviolables où qu'ils se trouvent.

ARTICLE 4 Drapeau et emblème

L'Organisation est habilitée à arborer son drapeau et son emblème sur ses locaux et sur les moyens de transport de l'Organisation et du Secrétaire Général.

**ARTICLE 5 Immunité de juridiction et d'exécution**

1) L'Organisation jouit de l'immunité de juridiction sauf :

- a) Lorsque le Secrétaire général renonce expressément à cette immunité de juridiction dans un cas particulier;
- b) Lorsqu'une action civile est intentée par un tiers au titre d'un dommage résultant d'un accident causé par un véhicule terrestre à moteur ou par les autres moyens de transport appartenant à ou utilisés pour le compte de l'Organisation, ou d'une infraction à la réglementation à la circulation routière impliquant un tel véhicule ;
- c) Lors d'une demande reconventionnelle directement liée à une procédure initiée par l'Organisation.

2) Dans tous les autres cas, l'immunité de juridiction dont bénéficie l'Organisation en application du présent article ne peut être invoquée par elle que dans la mesure où l'autre partie à l'éventuel différend a accès à un mécanisme de règlement des différends comportant des garanties d'impartialité et d'équité répondant aux exigences de la conception française de l'ordre public international ;

3) Les biens et avoirs de l'Organisation, en quelque endroit qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, sont exempts de perquisition, confiscation, réquisition et d'expropriation, ou de toute autre forme de contrainte exécutive, administrative, judiciaire ou législative.

ARTICLE 6 Exonérations d'impôts, droits et taxes

- 1) L'Organisation, ses avoirs, ses revenus et autres biens sont exonérés de tout impôt direct. Il est toutefois entendu que l'Organisation ne demandera pas l'exonération des impôts qui ne seraient pas en excès de la simple rémunération de services d'utilité publique.
- 2) L'Organisation est exonérée de la taxe sur la valeur ajoutée sur les livraisons de biens et les prestations de service destinés à son usage officiel, le cas échéant dans les limites et conditions fixées par les conventions internationales instituant l'organisation et, dans tous les cas, dans les limites et conditions fixées par la législation fiscale française.
- 3) L'Organisation est exonérée de droits de mutation lors de l'acquisition d'un bien immobilier destiné à son usage officiel.

ARTICLE 7 Exonération de droits et taxes dus à l'importation et à l'exportation

- 1) L'organisation est exonérée de droits de douane et toutes autres taxes pour les marchandises de tout type qu'elle importe ou exporte dans l'exercice de ses activités officielles dans la mesure où une telle exonération est conforme au droit de l'Union Européenne ;
- 2) Les marchandises importées ayant fait l'objet d'exemption de taxes et de droits de douane en vertu des dispositions de cet accord ne peuvent pas être cédées à titre onéreux ou gratuit sur le territoire de la République française, à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le gouvernement français ;
- 3) Ces dispositions ne s'appliquent pas aux impôts, droits ou charges payées pour rémunération de



services rendus.

ARTICLE 8 Fonds, devises et titres

- 1) L'Organisation peut recevoir et détenir des fonds et des devises de toutes nature et avoir des comptes bancaires dans n'importe quelle monnaie ;
- 2) L'Organisation peut aussi recevoir, détenir et disposer librement de titres transmissibles, soumis à la législation en vigueur nationale, notamment en ce qui concerne le contrôle des changes.

ARTICLE 9 Communications et publications

- 1) En ce qui concerne ses communications officielles et la distribution de tous ses documents, l'Organisation jouit d'un traitement qui n'est pas moins favorable en termes de tarifs, taxes et priorité que celui généralement accordé en France aux organisations intergouvernementales équivalentes ;
- 2) L'Organisation peut employer tous les moyens appropriés de communication, y compris des messages cryptés ou codés. Le Gouvernement n'imposera pas de restrictions en ce qui concerne les communications officielles de l'Organisation ou à propos de la circulation de ses publications.

ARTICLE 10 Représentants des Etats membres

- 1) Les représentants des Etats membres bénéficient, lorsqu'ils sont présents sur le territoire français dans le cadre des activités de l'Organisation et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance de l'Organisation, des privilèges et immunités suivants :
 - a) Immunité d'arrestation et de détention, sauf en cas de crime ou de délit flagrant ;
 - b) Immunité de juridiction pour les actes, y compris les écrits et les paroles, accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions. Cette immunité ne peut être invoquée dans le cas d'infraction à la réglementation de la circulation routière, ni dans le cas d'une action pour des dommages et intérêts résultant d'un accident causé par un véhicule ;
 - c) L'exemption des dispositions limitant l'immigration et des formalités d'enregistrement pour les représentants qui ne sont pas de nationalité française des Etats membres de l'Organisation qui devront solliciter un titre de séjour spécial des autorités françaises compétentes. Cette exemption s'applique sans préjudice des mesures prises par les autorités françaises relatives à l'entrée sur le territoire français qu'elles jugent nécessaires à des fins de sécurité nationale ou d'ordre public.
 - d) Inviolabilité pour tous les documents touchant aux activités officielles de l'Organisation ;
 - e) Application des mêmes facilités concernant les devises et le contrôle des changes que celles accordées aux agents diplomatiques ;
 - f) Mêmes immunités et facilités en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles qui sont accordées aux membres des missions diplomatiques d'un rang comparable.
- 2) Les privilèges et immunités ne sont pas accordés aux représentants des Etats membres pour leur avantage personnel, mais pour assurer l'indépendance complète de l'exercice de leurs fonctions en rapport avec l'Organisation. Les Etats membres ont le droit et le devoir de lever les immunités dont bénéficient leurs représentants si elles peuvent être levées sans porter préjudice aux intérêts



de l'Organisation ;

- 3) Afin que le Gouvernement soit en mesure de mettre en œuvre le présent article, l'Organisation lui communique régulièrement les noms des Représentants des Etats membres auprès de l'Organisation et toute information relative à leurs séjours sur le territoire français dans le cadre de leurs fonctions.

ARTICLE 11 Immunités et privilèges des membres permanents du personnel

- 1) Les membres permanents du personnel de l'Organisation jouissent des privilèges et immunités suivants :
 - a) L'immunité de juridiction pour les actes, y compris les écrits et les paroles, accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions. Cette immunité ne peut être invoquée dans le cas d'infraction à la réglementation de la circulation routière, ni dans le cas d'une action pour des dommages et intérêts résultant d'un accident causé par un véhicule ;
 - b) L'inviolabilité pour tous les documents touchant aux activités officielles de l'Organisation ;
 - c) L'exemption des dispositions limitant l'immigration et des formalités d'enregistrement pour les membres qui ne sont pas de nationalité française du personnel de l'Organisation qui devront solliciter un titre de séjour des autorités françaises compétentes. Cette exemption s'applique sans préjudice des mesures prises par les autorités françaises relatives à l'entrée sur le territoire français qu'elles jugent nécessaires à des fins de sécurité nationale ou d'ordre public ;
 - d) Les mêmes facilités de rapatriement que les envoyés diplomatiques en période de crise internationale ;
 - e) L'importation en franchise de leur mobilier et leurs effets personnels à l'occasion de leur première prise de fonctions en France, et du droit, à la cessation de leurs fonctions en France, de réexporter en franchise leur mobilier et leurs effets sous réserve dans l'un et l'autre cas, des conditions jugées nécessaires par les autorités françaises compétentes ;
 - f) Le droit d'importer en franchise leur automobile affectée à leur usage personnel acquise dans le pays de leur dernière résidence ou dans le pays dont ils sont ressortissants aux conditions du marché intérieur de celui-ci et de la réexporter en franchise, sous réserve, dans l'un et l'autre cas, des conditions jugées nécessaires par les autorités françaises compétentes ;
 - g) Le droit d'acheter une automobile en franchise, et de l'immatriculer en série spéciale s'ils n'ont pas demandé à bénéficier de cette immatriculation pour une automobile importée dans le cadre de leur déménagement conformément à l'alinéa précédent ;
 - h) Le même traitement en matière de devises et de contrôle des changes que celui accordé aux agents diplomatiques.
- 2) Les traitements et émoluments – à l'exception des rentes et pensions – versés en France aux membres permanents du personnel par l'Organisation sont exemptés de l'impôt sur le revenu dès lors que l'Organisation prélève une imposition interne sur ces rémunérations. Les membres permanents du personnel concernés demeurent soumis à l'obligation de déclarer leurs revenus exonérés aux autorités françaises compétentes afin que ne leur soient pas accordés des avantages sociaux indus ;
- 3) Chaque année, l'Organisation distribuera à chaque membre du personnel une déclaration indiquant les montants qui lui ont été versés par l'Organisation au cours de l'année passée en tant que salaire, émoluments et allocations ;



- 4) L'Organisation déterminera les catégories de personnels auxquelles s'appliquent les dispositions du présent article. Elle en donnera communication au gouvernement de la République française. Les noms des personnels compris dans ces catégories seront régulièrement communiqués au gouvernement de la République française.

ARTICLE 12 Le Secrétaire Général

En complément des privilèges et immunités prévus pour les membres permanents du personnel de l'Organisation par l'article 11 du présent accord, le Secrétaire général jouit de privilèges et immunités similaires à ceux dont bénéficient les chefs de missions diplomatiques en application de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961.

ARTICLE 13 Sécurité sociale

L'ensemble du personnel de l'Organisation est affilié à la sécurité sociale française pour tous les risques et est assujéti aux cotisations chômage en France. Dans le cas où, pour tout ou partie des risques, l'Organisation souhaiterait établir son propre système de sécurité sociale ou adhérer à un système mis en œuvre par une autre organisation, un accord spécifique devra être préalablement conclu avec les autorités françaises compétentes en matière de sécurité sociale.

ARTICLE 14 Experts, consultants et officiers en détachement

Les experts en mission pour le compte de l'Organisation jouissent, lorsqu'ils sont présents sur le territoire français dans le cadre de la mission qu'ils accomplissent pour le compte de l'Organisation et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance de l'Organisation, des privilèges et immunités suivants :

- a) L'immunité de juridiction pour les actes, y compris les écrits et les paroles, accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions. Cette immunité ne peut être invoquée dans le cas d'infraction à la réglementation de la circulation routière, ni dans le cas d'une action pour des dommages et intérêts résultant d'un accident causé par un véhicule ;
- b) L'inviolabilité pour tous les documents touchant aux activités officielles de l'Organisation ;
- c) Les mêmes facilités, en ce qui concerne les réglementations de change, que celles qui sont accordées aux fonctionnaires des gouvernements étrangers en mission officielle temporaire.

ARTICLE 15 Accès au siège de l'Organisation

Les autorités françaises facilitent, dans la mesure du possible, l'accès au siège de l'Organisation :

- a) des représentants des Etats membres de l'Organisation ;
- b) des experts accomplissant des missions pour le compte de l'Organisation ;
- c) de toute personne officiellement invitée par l'Organisation en vue d'assister à ses travaux.

ARTICLE 16 Objets de privilèges et d'immunités – Renonciation

- 1) Les privilèges et immunités accordés au titre du présent Accord ne sont pas établis en vue d'accorder à leurs bénéficiaires des avantages personnels. Ils sont institués uniquement afin d'assurer, en toutes circonstances, le libre fonctionnement des activités de l'Organisation en France et la complète indépendance des personnes auxquelles ils sont accordés ;



- 2) Le Secrétaire général a le droit et le devoir de renoncer aux immunités des membres permanents du personnel de l'Organisation ou des experts en mission s'il considère qu'elles empêchent le fonctionnement normal de la justice et qu'il est possible d'y renoncer sans porter préjudice aux intérêts de l'Organisation. Le Conseil de l'Organisation peut renoncer aux immunités du Secrétaire général sous les mêmes conditions.

ARTICLE 17 Coopération

L'Organisation coopère constamment avec les autorités françaises compétentes en vue de faciliter la bonne administration de la justice, d'assurer l'exécution des règlements de police et d'éviter tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges, immunités et facilités prévues dans le présent Accord.

ARTICLE 18 Notification des nominations – Titres de séjour

Le Gouvernement de la République française autorise, sous réserve des articles 10(c) et 11(c), sans frais de visa et dans des délais raisonnables, l'entrée et le séjour en France pendant la durée de leurs fonctions ou missions auprès de l'Organisation :

- 1) Des représentants des Etats membres de l'Organisation ;
- 2) Des membres du personnel de l'Organisation et de leurs conjoint et leurs enfants mineurs vivant à leur foyer.

ARTICLE 19 Règlement des différends entre le Gouvernement et l'Organisation

Tout différend entre l'Organisation et le Gouvernement au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Accord sera réglé par voie de négociation ou par tout autre mode de règlement agréé par les Parties.

ARTICLE 20 Amendements

Toute révision des dispositions du présent Accord devra être soumise à l'approbation des autorités compétentes de l'Organisation et du gouvernement de la République française. Elle entrera en vigueur conformément à la procédure prévue à l'article 21.

ARTICLE 21 Entrée en vigueur

Le présent Accord, de même que tout accord modificatif éventuel, entreront en vigueur à la suite de l'échange des instruments de ratification par le gouvernement de la République française et de la notification d'approbation par l'Organisation.

EN TÉMOIGNAGE DE QUOI les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Accord.

Fait à Paris, en deux exemplaires, le en français.

Pour le Gouvernement de la République
française

Pour l'Organisation Internationale pour les
aides à la Navigation Maritime

(Signature)

(Signature)

